

Publications périodiques

Comptes annuels

NORD EUROPE LEASE

Société Anonyme au capital de 25.943.850 €
Siège social : 4 place Richebé 59800 Lille
379 321 953 RCS Lille Métropole

Documents comptables annuels

I - Bilan au 31 Décembre 2017
(En milliers d'euros)

Actif	Exercice 2017	Exercice 2016
Caisse, banques centrales, CCP		
Effets public et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	3 261	2 054
Operations avec la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres a revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	404 661	440 695
Location simple	3 173	4 683
Immobilisations incorporelles	2	2
Immobilisations corporelles	497	512
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	699	951
Comptes de régularisation	61	67
Total de l'actif	412 354	448 964

Passif	Exercice 2017	Exercice 2016
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	333 663	365 766
Operations avec la clientèle	15 011	16 783
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	7 857	12 784
Comptes de régularisation	4 646	4 386
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions	711	1 189
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	250	
Capitaux propres hors FRBG	50 216	48 056
Capital souscrit	25 944	24 615
Primes d'émission	10 195	9 063
Réserves	1 784	1 657
Écarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement	6 580	8 170
Report à nouveau (+/-)	1 963	2 010
Résultat de l'exercice (+/-)	3 750	2 541
Total du passif	412 354	448 964

II - Hors Bilan (en milliers d'euros)

Hors-bilan	Exercice 2017	Exercice 2016
Engagements donnés		
Engagements de financement	7 907	18 199
Engagement de garantie		
Engagements sur titres		

Engagements reçus		
Engagements de financement	8 000	8 000
Engagement de garantie	21 899	23 103
Engagement sur titres		

III - Compte de Résultat (en milliers d'euros)

Compte de résultat	Exercice 2017	Exercice 2016
+ Intérêts et produits assimilés	12	3
- Intérêts et charges assimilées	-4 603	-5 459
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	66 663	67 017
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-54 603	-55 120
+ Produits sur opérations de location simple	913	1 004
- Charges sur opérations de location simple	-867	-833
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 225	1 392
- Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	8 740	8 004
- Charges générales d'exploitation	-3 776	-4 164
+/- Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-38	-39
Résultat brut d'exploitation	4 926	3 801
+/- Coût du risque	1 110	186
Résultat d'exploitation	6 036	3 987
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	7	16
Résultat courant avant impôt	6 043	4 003
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	-2 043	-1 501
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-250	39
Résultat net	3 750	2 541

IV - Annexe aux comptes.

(En milliers d'euros sauf mention contraire)

NORD EUROPE LEASE

Exercice 2017

Note 1. – Faits marquants de l'exercice.

Le capital de la société a été porté de 24 615 K€ à la somme de 25 944 K€ après la mise en paiement des dividendes en actions de l'exercice 2016.

Note 2. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

2.1. Présentation des comptes. — NORD EUROPE LEASE est une société de financement spécialisée dans le crédit-bail immobilier et la location d'immeubles. Elle est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 janvier 1984, relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit et des sociétés de financement.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

— du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et,

— du règlement de l'ANC 2016-07 du 4 Novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014.

Ils ont été établis dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices, permanence des méthodes et continuité de l'exploitation. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables n'a été mise en œuvre au cours de l'exercice.

2.2. Principes généraux et méthode d'évaluation

2.2.1. Immobilisations. — Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur historique, diminuées des amortissements cumulés qui sont calculés sur la durée de vie estimée du bien selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la législation fiscale le permet.

2.2.1.1. Crédit-bail. — Les immeubles loués en crédit-bail sont amortis comptablement selon l'amortissement financier des contrats :

— Pour les opérations conclues avant le 1er janvier 1996, par le jeu des provisions dotées dans le cadre de l'article 64 de la loi de finances pour 1970 ;

— Pour les opérations conclues entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1999, par le jeu des provisions dotées dans le cadre de l'article 57 de la loi du 4 février 1995 ;

— Pour les opérations conclues à compter du 1er janvier 2000, grâce à l'option exercée par NORD EUROPE LEASE permettant une identité des dotations comptables et financières.

Pour les contrats de crédit-bail ayant fait l'objet d'un déclassement douteux, une provision pour dépréciation d'actif est constituée sur les immeubles pour lesquels l'estimation de la valeur vénale à la date de clôture est inférieure à leur valeur nette comptable.

2.2.1.2. Location simple. — Les immeubles de bureaux loués en location simple sont amortis par composants selon le mode linéaire et en fonction des durées probables d'utilisation. Les durées d'amortissements sont de 50 ans pour les constructions, 15 à 20 ans pour les équipements et 10 ans pour les agencements.

Les locaux d'activité loués en location simple, compte tenu de leurs caractéristiques, de leur destination, des clauses des baux locatifs, sont amortis globalement sur leur durée de vie utile probable, soit 15 à 25 ans.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés intégralement en charge dès la signature de la transaction.

En cas de défaillance, les immeubles sont dépréciés si l'estimation de la valeur vénale à la date de clôture est inférieure à leur valeur nette comptable.

2.2.1.3. Immobilisations d'exploitation. — Les immobilisations corporelles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisation. Les durées d'amortissements généralement retenues sont de 5 ans pour les matériels et mobiliers de bureau, 3 ans pour le matériel informatique, 4 ans pour le matériel de transport et 5 ans pour les agencements.

2.2.2. Évaluation des créances et des dettes :

Opérations avec la clientèle et dépréciation pour créances douteuses. — Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet d'une évaluation individuelle.

Par application du règlement CRC 2002-03, modifié par le règlement CRC 2005-03, modifié par le règlement ANC 2014-07, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses. Sont classées en créances douteuses :

— les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de 3 mois,

— les créances qui, avant même l'expiration du délai indiqué ci-dessus, présentent un caractère contentieux avéré (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle...).

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours sont ventilés en encours douteux et encours douteux compromis. Les encours douteux compromis reprennent principalement les créances résiliées en opération de crédit-bail et location financière et les créances qualifiés de douteuses depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses et contentieuses sont déterminées chaque année en fonction des risques de non-recouvrement évalués après analyse individuelle de chacun des dossiers et de la perte probable qui en résultera pour la société.

Les indemnités de résiliation portant sur des contrats résiliés font l'objet d'une dépréciation intégrale.

Opérations avec les établissements de crédit. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme et sont augmentées des intérêts courus et non échus.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou dettes à terme. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan en les dettes rattachées.

2.2.3. Provisions :

2.2.3.1. Provisions pour pertes et charges. — Des provisions pour risques sont constituées et ajustées chaque année pour couvrir les risques éventuels encourus du fait des engagements pris. Ces provisions sont ou ne sont pas déductibles fiscalement selon leur nature.

2.2.3.2. Provisions pour engagements sociaux à long terme. — Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont provisionnés. Le chiffrage de ces engagements est effectué en calculant les droits acquis et en appliquant le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité et un taux d'actualisation. Le taux de charges sociales est ensuite appliqué.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- départ à la retraite à 62 ans
- taux de revalorisation de salaires 1.10 %
- taux d'actualisation de 1.20 %
- taux de charges sociales de 50 %
- taux de rotation faible

2.2.4. Instruments financiers à terme. — Ces opérations sont enregistrées conformément au règlement 90.15 du comité de la réglementation bancaire. La mise en place depuis 2011 d'instruments financiers à terme sur un marché de gré à gré ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux de la société s'est poursuivie en 2017.

Les engagements relatifs à ces opérations de macro-couverture sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Il convient de noter que ces opérations ne figurent pas dans l'état de hors bilan publiable réglementaire mais sont détaillées au point 4.3 de l'annexe.

Les charges et produits sur ces opérations sont quant à eux inscrits prorata temporis en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds. Les charges et les produits courus sur un même contrat peuvent faire l'objet d'un enregistrement pour leur montant net. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

2.2.5. Comptabilisation des charges et produits. — La comptabilisation des charges et produits, y compris les loyers, intérêts et commissions respecte le principe de rattachement à l'exercice.

Les charges générales d'exploitation comprennent principalement les rubriques « frais administratifs » et « frais de personnel ». Cette dernière rubrique inclut l'ensemble des dépenses liées au personnel et intègre la participation des salariés et l'intéressement se rattachant à l'exercice.

2.2.6. Produits et charges exceptionnelles. — Les éléments susceptibles de contribuer au résultat exceptionnel sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

2.2.7. Impôts sur les sociétés. — Le taux de droit commun de l'impôt sur les bénéfices est de 33.33% auquel s'ajoute une contribution sociale de 3.3%

Note 3. – Notes sur le bilan.

3.1. Actif :

3.1.1. Créances sur établissements de crédit :

État des créances sur établissements de crédit	NEL 2017	NEL 2016
Banques et comptes rattachés	2 757	1 648
Co bailleur Quotes parts appelés	504	406
Total	3 261	2 054

3.1.2. Operations de crédit bail et de location avec option d'achat, location simple :

3.1.2.1. Immobilisations. — Ventilations des immobilisations de crédit-bail et en location simple:

État des immobilisations	Valeur brute NEL 31/12/2016	Entrées	Poste à Poste	Sorties	Valeur brute NEL 31/12/2017
Crédit-bail	659 565	20 421		28 444	651 542
Location simple	9 792	0		1 828	7 964
Immobilisations CBI en cours	11 071	15 007		19 886	6 192
Total	680 428	35 428	0	50 158	665 698

— Ventilations des amortissements et dépréciations sur immobilisations de crédit-bail et en location simple :

État des amortissements et des dépréciations	Amorts et dépréciations cumulés NEL	Dotations	Poste à Poste	Reprises	Amorts et dépréciations cumulés NEL
	31/12/2016				31/12/2017
Crédit-bail	232 692	43 488		20 684	255 496
Location simple	5 209	296		693	4 812
Total	237 901	43 784	0	21 377	260 308

A noter que les dépréciations sur immobilisations louées et non louées, comprises dans le tableau ci-dessus, ressortent au 31/12/2017 à 1 581 K€ (1 830 K€ en 2016) après comptabilisation d'une dotation de 887 K€ et d'une reprise pour 1 136 K€.

3.1.2.2. Créances rattachées. — La valeur nette des créances rattachées sur opérations de crédit-bail et de location simple s'établit au 31/12/2017 à 2 443 K€ (2 850 K€ en 2016).

Ventilations des créances et dépréciations sur créances douteuses :

Créances rattachées Crédit-bail	Valeur brute NEL 31/12/2017	Dépréciations NEL 31/12/2017	Valeur nette NEL 31/12/2017	Valeur nette NEL 31/12/2016
Clients sains	1 769	0	1 769	1 573
Douteux et douteux compromis	3 806	3 153	653	1 178
Dont quotes parts Nord Europe Lease	3 752	3 153	599	455
Dont Quotes Parts Partenaires à reverser	54	0	54	723
Total	5 575	3 153	2 422	2 751

Créances rattachées Location Simple	Valeur brute NEL 31/12/2017	Dépréciations NEL 31/12/2017	Valeur nette NEL 31/12/2017	Valeur nette NEL 31/12/2016
Clients sains	21	0	21	99
Douteux et douteux compromis	0	0	0	0
Total	21	0	21	99

Créances restructurées. — Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que la société de financement est amenée à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

Le montant des encours clientèles sains restructurés détenus par NORD EUROPE LEASE est évalué à 5 199 K€ en 2017 contre 1 841 K€ en 2016.

Créances restructurées	<= 1 an	> 1 et <= 5 Ans	> 5 ans	Total
Clients sains	21	1 929	3 249	5 199

3.1.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

Ventilations et variations des immobilisations propres de NORD EUROPE LEASE :

État des mouvements des immobilisations	Valeur brute NEL 31/12/2016	Augmentations	Poste à Poste	Diminutions	Valeur brute NEL 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	40				40
Amortissements	38				38
Net	2	0		0	2
Immobilisations corporelles	1 013	24		25	1 012
Amortissements	501	38		24	515
Net	512	-14	0	1	497
Total	514	-14	0	1	499

3.1.4. Autres actifs. — D'un montant de 699 K€ (952 K€ 2016), les autres actifs sont représentés par les dépôts et fonds de garantie versés pour 17 K€ (35 K€ en 2016), les subventions et prêts preneurs à recevoir 315 K€ (684 K€ en 2016), les créances sur l'état (TVA, IS) 323 K€ (186 K€ en 2016) et enfin les débiteurs divers 44 K€ (46 K€ en 2016).

3.1.5. Comptes de régularisation. — D'un montant de 62 K€ (68 K€ en 2016), ils enregistrent en majorité des produits constatés d'avance.

3.1.6. Operations avec les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	Établissements de crédit	
	NEL	NEL
	31/12/2017	31/12/2016
Créances	2 757	1 648
Dont subordonnées		
Dettes		
A terme (Emprunts)	333 663	365 698
A vue	0	68
Engagements reçus		
Engagement de financement	8 000	8 000
Engagement de garantie	12 146	10 915
Autres engagement donnés		

3.2. Passif :

3.2.1. Dettes envers les établissements de crédit. — Elles représentent :

— les emprunts à terme auprès des banques : 331 950 K€ et les intérêts courus non échus sur ces emprunts : 1 713 K€

— dont emprunts souscrits au cours de l'exercice : 16 500 K€

— dont emprunts remboursés au cours de l'exercice : 48 253 K€

— les dettes à vue sur compte/courant : Néant

État des échéances	Total au 31/12/2017	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes à vue	0	0			
Intérêts courus	0				
Dettes à terme	331 950	8 500	60 654	187 329	75 467
Intérêts courus	1 713	1 713			

3.2.2. Operations avec la clientèle. — Représentent les prêts preneurs en Crédit-bail pour un montant de 15 011 K€ (16 783 K€ en 2016)

3.2.3. Autres passifs et comptes de régularisation. — Les autres passifs se décomposent de la façon suivante :

	31/12/2017	31/12/2016
Fournisseurs d'immobilisations	4 525	8 853
Et frais généraux	3	20
Co bailleur quotes parts à reverser	307	987
Dettes sociales	752	629
Dettes fiscales	1 056	524
Dont Impôt Sociétés	540	0
Autres dettes	1 214	1 771
Total	7 857	12 784

Les autres dettes comprennent les dépôts de garantie reçus des clients (565 K€ en 2017 contre 629 K€ en 2016), divers autres créditeurs pour 19 K€ contre 110 K€ en 2016 ainsi que des indemnités d'assurance à reverser (630 K€ contre 1 032 K€ en 2016).

Les comptes de régularisation passif sont inscrits pour 4 646 K€ (contre 4 386 K€ en 2016) et comprennent les loyers perçus ou comptabilisés d'avance sur opérations de crédit-bail et location pour 2 982 K€, les intérêts à payer sur instruments financiers à terme pour 455 K€ et enfin les comptes de charges à payer 1 209 K€.

3.2.4. Provisions. — Elles sont dotées conformément au règlement du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs.

Elles concernent principalement des provisions pour litiges et risques d'exploitation.

	31/12/2017	31/12/2016
Provisions pour litiges et risques d'exploitation	711	1 189
Variations		
Dotations aux provisions	148	
Reprises aux provisions	626	

3.2.5. Fonds pour risques bancaires généraux. — Ce fonds est destiné à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'ANC 2014-07. Il s'élève à 250 K€ après une dotation au cours de l'exercice 2017 de 250 K€.

3.2.6. Capitaux propres. — La société NORD EUROPE LEASE, au 31 décembre 2017, est dotée d'un capital de 25 944 K€ entièrement libéré, composé de 1 729 590 actions de 15 € détenu à hauteur de 99.99% par la Banque Commerciale du Marché Nord Europe.

3.2.7. Évolution des capitaux propres :

	Capital social	Primes d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Dividendes distribués	
Bilan au 31/12/2016 (avant affectation du résultat 2016)	24 615	9 063	1 657	2 010	2 541		39 886
Affectation résultat 2016			127	-47	-2 541	2 461	
Augmentation de capital (après paiement dividende en actions)	1 329	1 132					
Bilan au 31/12/2017	25 944	10 195	1 784	1 963	3 750		43 636

Les réserves se décomposent comme suit :

Réserve légale :	1 686 k€
Autres réserves :	98 K€

Le résultat 2017 ressort à 3 750 K€ contre 2 541 K€ en 2016 (soit par action 2.17 € en 2017 contre 1,55 € en 2016).

Note 4. – Notes sur le hors bilan.

4.1. Engagements reçus. — Il s'agit essentiellement d'engagements de garantie reçus d'établissements de crédit ou de la clientèle.

4.2. Engagements donnés. — Les engagements de financement en faveur de la clientèle se montent à 7 907 K€.

4.3. Détail des engagements de hors bilan :

	31/12/2017	31/12/2016
Ligne de crédit accordé à NORD EUROPE LEASE par le groupe	8 000	8 000
Cautions et garanties reçues d'établissement de crédit	21 899	23 103
Cautions et garanties reçues de la clientèle		
Engagements en faveur de la clientèle	7 907	18 199

Au 31/12/2017, il y avait un montant de 93,5 M€ d'opérations d'engagement sur swaps dont 28 M€ ont une date d'échéance en 2018, 15,5 M€ en 2019, 3 M€ en 2020, 15 M€ en 2021, 5 M€ en 2022, 7 M€ en 2024 et 20 M€ en 2025.

A titre d'information et non comptabilisée en comptabilité sociale, la réévaluation des swaps est de 1 338 K€ (au passif), hors ICNE. En contrepartie la réévaluation des prêts couverts est de 1 337 K€ (opération de couverture respectée).

Note 5. – Notes sur le compte de résultat.

5.1. Produits et charges sur opérations interbancaires. — Les charges nettes payées en 2017 sur opérations interbancaires pour un montant de 4 591 K€ (5 456 K€ en 2016) sont composées principalement des opérations d'emprunts à terme pour 3 147 K€ (4 028 K€ en 2016), des différences d'intérêts ayant pour objet de gérer le risque global de taux pour 1 058 K€ (1 029 K€ en 2016), des intérêts sur prêts preneurs pour 274 K€ (269 K€ en 2016).

5.2. Produits et charges sur opérations de crédit bail, location simple :

	NEL 2017	NEL 2016
Opérations de Crédit-bail		
Loyers et accessoires	54 216	54 614
Net refacturations Charges	110	60
Amortissements et provisions spéciales	-42 552	-42 261
+/- Values sur cessions Immobilisations	443	147
Dotations/Reprises des dépréciations sur créances douteuses	-158	-662

Total	12 060	11 897
Opérations de Location simple		
Loyers et accessoires	686	755
Net refacturations Charges	-345	-221
Amortissements	-296	-364
Dotations/Reprises des dépréciations sur créances douteuses		
Total	46	170

5.3. Autres produits et charges d'exploitation bancaire. — Les produits d'exploitation bancaire d'un montant de 1 225 K€ (1 392 K€ en 2016) sont composés des quotes part de subventions d'investissements virées au résultat.

5.4. Charges générales d'exploitation :

5.4.1. Charges de personnel :

Frais de personnel	31/12/2017	31/12/2016
Salaires et traitements	1 418	1 315
Charges sociales	614	612
Impôts et taxes sur rémunérations	20	19
Sous-total	2 052	1 946
Dotations / reprises IFC	-119	
Total	1 933	1 946

En vigueur depuis Janvier 2013, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) d'un montant de 15 K€ (14 K€ en 2016) a été comptabilisé en moins des charges de personnel (charges sociales) conformément à la note d'information de l'Autorité des Normes Comptables du 28/02/2013.

5.4.2. Autres charges d'exploitation. — Les autres charges d'exploitation se composent des impôts et taxes (CFE, C3S, TVTS...) pour 317 K€ en 2017 (190 K€ en 2016), et les frais administratifs qui recouvrent l'ensemble des charges de fonctionnement propres à l'activité de NORD EUROPE LEASE pour un montant de 1 526 K€ (2 028 K€ en 2016).

5.5. Cout du risque :

	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux dépréciations des créances douteuses		
Dotations aux dépréciations des immobilisations	-888	-757
Dotations aux provisions de Passif	-136	-78
Pertes sur créances		
Pertes et Profits sur immobilisations	882	528
Reprises sur dépréciations des créances douteuses		
Reprises sur dépréciations des immobilisations	1 136	341
Reprises provisions de Passif	116	152
Produits Indemnités de Résiliation		
Récupération sur Créances amorties		
Total	1 110	186

5.6. Résultat exceptionnel. — Néant.

5.7. Impôts sur les sociétés. — Il s'établit à 2 043 K€ (1 502 K€ en 2016) et s'analyse en impôt sur les sociétés au taux normal pour 2 002 K€, en contribution sociale pour 41 K€.

Le Résultat après impôt se compose comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat comptable	5 793	4 043
Réintégration / déductions	213	393
Résultat imposable	6 006	4 436
IS à 33,33	2 002	1 479
Contribution sociale	41	23
Crédits d'impôt		
Charges d'IS net	2 043	1 502
Résultat après impôt avant participation	3 750	2 541

5.7. Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées. — Ce fonds est destiné à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'ANC 2014-07. Il s'élève à 250 K€ après une dotation au cours de l'exercice 2017 de 250 K€.

Note 6. – Autres informations.

6.1. Effectifs moyens. — Les effectifs sont de 17.18 au 31/12/2017 contre 19.75 au 31/12/2016

6.2. Compte personnel de formation. — Le Compte Personnel de Formation (CPF) a remplacé le Droit Individuel de Formation (DIF) à compter du 1^{er} janvier 2015. Ce compte personnel alimenté en heures de formation est utilisable par tout salarié, tout au long de sa vie active (dans la limite de 150 heures de formation sur 8 ans), pour suivre une formation qualifiante.

6.3. Rémunérations des organes de direction. — Néant.

6.4. Résultat financier et réserve latente. — En tant que société de financement effectuant des opérations de crédit-bail et de location simple, la société tient parallèlement une comptabilité financière. Elle fait ressortir un résultat financier après prise en compte d'un amortissement de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

Le résultat financier est égal au résultat social auquel est substitué notamment aux amortissements, aux plus et moins-values et aux dépréciations liées aux créances douteuses leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

6.4.1. Passage du résultat social au résultat financier :

	31/12/2017	31/12/2016
Résultat comptable avant impôt	5 793	4 043
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (Immobilisations données en location)	-389	-67
Différence entre plus et moins-values sociales et financières	-408	-158
Différence entre dépréciations sociales et dépréciations financières sur immobilisations données en location	183	-240
Différence sur réescompte social et financier	76	110
Différence sur le produit du résultat social et financier	-21	-9
Résultat financier avant impôt au 31 décembre	5 234	3 679
Impôt sur les bénéfices et impôt différé	1 849	1 375
Résultat financier net	3 385	2 304

6.4.2. Analyse de la réserve latente :

État des échéances	NEL 31/12/2017	NEL 31/12/2016	NEL 31/12/2015
Résultat financier net	3 385	2 304	3 878
Dotation/ Reprise à la réserve latente CBI	-159	-103	-87
Dotation/ Reprise à la réserve latente Locations Simples	105	209	1 243
Dotation/ Reprise à la réserve latente Immeubles temporairement non loués	-314	62	67
Réserve latente Brute	4 159	4 527	4 359
Impôts différés	-1 432	-1 559	-1 574
Réserve latente Nette	2 727	2 968	2 785

6.5. Consolidation. — La société NORD EUROPE LEASE est consolidée dans les comptes du Groupe CREDIT MUTUEL NORD EUROPE - 4 place Richebé - LILLE.

V. — Affectation du résultat.

Troisième résolution (Affectation du résultat). — L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de 3 749 967,67 €, auquel s'ajoute le report à nouveau bénéficiaire de 1 962 652,44 €, soit une somme globale de 5 712 620,11 € de la façon suivante :

– A la Réserve Légale, à concurrence de	187 498,38 €
– Aux actionnaires à titre de dividendes, à concurrence de	3 459 180,00 €
– Au Report à nouveau, à concurrence de	2 065 941,73 €
Total	5 712 620,11 €

Le dividende par action ressort à 2,00 €, éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu au 2^o du 3 de l'article 158 du Code Général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercices	Dividendes	Éligible à l'abattement de
2016	1,50 €	40 % pour les personnes physiques
2015	2,30 €	40 % pour les personnes physiques
2014	2,22 €	40 % pour les personnes physiques

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VI — Rapport de gestion du conseil d'administration à l'assemblée générale.

En application du Règlement n° 94-03 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, le rapport de gestion de la société est tenu à la disposition du public au :

GRUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE
4 place Richebé - 59800 LILLE

VII — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

A l'assemblée générale de la société NORD EUROPE LEASE,

1. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NORD EUROPE LEASE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance :

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

— Votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (2.2.2 « Évaluation des créances et des dettes », 2.2.3.1 « Provisions pour pertes et charges », 3.1.2 « Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat, location simple », 5.2 « Produits et charges sur opérations de crédit-bail, location simple » et 5.5 « Coût du risque » de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration

— Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

— il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

— il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

— il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit. — Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Mont-Saint-Aignan, le 11 avril 2018.

Les Commissaires aux Comptes :

DELOITTE ET ASSOCIES

Sylvie Bourguignon

MAZARS

Monique Thibault